

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 25 JUIN 1844.

Rapport fait par M. le comte *De Ribaucourt*, au nom de la Commission des Naturalisations, sur la requête du sieur *Charles-Pierre-Edouard-Reine*, sous-lieutenant au 3^{me} régiment de chasseurs à pied.

MESSIEURS,

Le sieur Charles-Pierre-Edouard Reine, engagé volontairement comme soldat au 4^{me} de ligne, le 15 janvier 1832, a été nommé sous-lieutenant le 10 novembre 1836, après avoir passé par les positions intermédiaires de caporal-fourrier et sergent-major.

Il sollicite la naturalisation ordinaire et est né à Paris le 14 décembre 1814.

D'après les renseignements fournis seulement par le pétitionnaire à M. le Ministre de la Guerre, sur la demande faite par votre Commission des Naturalisations, il résulte qu'avant le 14 janvier 1832, époque de son enrôlement au service de la Belgique, il servait en France (mais sans engagement fixe) depuis quelques mois seulement dans le 49^e de ligne, autrefois commandé par M. le Général Magnan son proche parent.

Lorsque ce général vint commander en Belgique la 1^{re} brigade de la 1^{re} division, il l'appela près de lui et l'engagea dans le 4^e de ligne, qui se trouvait alors sous ses ordres.

Ayant quitté la France trop jeune encore pour avoir satisfait à la loi sur la conscription, il n'a jamais reçu aucun ordre qui lui enjoignît de s'y soumettre, quoique le maire de son arrondissement fut informé de sa présence en Belgique.

Il a épousé une femme Belge, et ayant perdu son père et sa mère, toutes les affections qui pouvaient l'attacher à la France ayant cessé, ses sympathies les plus chères lui faisant aimer la Belgique, son désir le plus ardent est de s'y fixer pour toujours.

Les autorités consultées, et notamment son chef de corps, sont d'avis que, par son zèle, son activité et sa conduite irréprochable, il mérite d'obtenir la faveur qu'il demande.

Dans la séance du 13 février dernier, la Chambre des Représentants a pris sa demande en considération à la majorité de trente-sept suffrages contre onze.

CHRISTYN, Comte DE RIBAUCCOURT, Rapporteur.